

GE_GERICHTE ATA/133/2014 vom 4. März 2014

GE Cour de justice, 2014-03-04, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATA_133_2014

FR: GE_GERICHTE ATA/133/2014 du 4 mars 2014

IT: GE_GERICHTE ATA/133/2014 del 4 marzo 2014

Regeste

Résumé: Recours contre un jugement du TAPI admis, ce dernier ayant commis une erreur dans le calcul du montant de la contribution d'entretien à déduire des revenus de la contribuable. La convention de divorce prévoyant de réajuster le montant de la contribution d'entretien, il y a lieu d'en tenir compte pour fixer le montant à déduire. Enfin, la contribution d'entretien étant versée mensuellement en faveur d'enfants vivant à l'étranger, il faut appliquer le cours annuel moyen des devises.

Erwägungen

E. 12

septembre 1985 - LPA - E 5 10). 2)

Le litige porte sur le montant de la contribution d'entretien versée par M. M_____ à déduire des revenus de la contribuable pour la période fiscale 2010. 3) a. Sont déduites du revenu la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il a l'autorité parentale, à l'exclusion toutefois des prestations versées en exécution d'une obligation d'entretien ou d'assistance fondée sur le droit de la famille (art. 33 al. 1 let. c de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct du 14 décembre 1990 - LIFD - RS 642.11 ; art. 33 de la loi sur l'imposition des personnes physiques du 27 septembre 2009 - LIPP - D 3 08 ; art. 4 du règlement d'application de la loi sur l'imposition à la source des personnes physiques et morales du 12 décembre 1994 - RISP - D 3 20.01).

b. Dans le cas d'espèce, il n'est pas contesté que M. M_____ est tenu au versement d'une contribution d'entretien en faveur de ses enfants vivant en Colombie. Le TAPI a admis, dans le jugement du 10 décembre 2012, que seuls les montants chiffrés figurant dans la convention pouvaient être admis en déduction. Les recourants, lesquels ont renoncé à apporter des justificatifs complémentaires pour les montants qui n'étaient pas expressément arrêtés par la justice colombienne, ne remettent pas en cause les limites fixées par le TAPI. Le litige est ainsi circonscrit au seul calcul du montant déductible en application de la convention. 4)

Les recourants font d'abord grief au TAPI de ne pas avoir correctement calculé les montants chiffrés figurant dans la convention.

a. A teneur de la convention, laquelle a été versée à la procédure dès la réclamation devant l'AFC-GE, M. M_____ s'est engagé à payer à la mère de ses enfants, COP 3'000'000.- par mois, onze fois par an, pour couvrir les frais relatifs à leur éducation (soit COP 33'000'000.- par an), COP 460'000.- par mois pour couvrir leurs frais d'assurance-maladie (soit COP 5'520'000.- par an) et COP 600'000.- par mois pour leurs frais de thérapie (soit COP 7'200'000.- par an). La convention prévoit en outre le paiement de COP 640'000 par mois

pour des cours d'anglais « lesquelles contributions ne seront pas étendues au-delà des périodes scolaires », soit, selon le jugement du TAPI qui n'a pas été contesté sur ce point, onze fois par an pour un total de COP 7'040'000.-. Il découle donc de la convention que M. M_____ est tenu au versement annuel de COP 52'760'000.-.

- 6/8 - A/1190/2012

b. Le TAPI a pourtant retenu un montant de COP 46'280'000.-, soit COP 6'480'000.- de moins. Il s'agit d'une erreur de calcul qui trouve son origine dans une mauvaise prise en compte de l'obligation d'entretien due pour les frais de thérapie. A tort, le TAPI a en effet retenu (jugement du 10 décembre 2012, partie en fait, chiffre 2) un montant de COP 60'000.-, soit COP 720'000.- par an en lieu et place des COP 600'000.- par mois, soit 7'200'000.- par an. Le montant total de la contribution d'entretien due selon la convention est donc bien de COP 52'760'000.- comme le soutiennent les recourants. 5)

Les recourants font ensuite grief au TAPI de ne pas avoir tenu compte du renchérissement annuel de 2 %.

a. Selon la convention, les montants convenus doivent être réajustés chaque année, à compter du 1er janvier 2010 et successivement conformément aux variations de l'indice des prix à la consommation établi par le département colombien de la statistique. Les recourants ont versé à la procédure un document attestant que cet indice avait été de 2 % en 2010 en Colombie. Ce document est par ailleurs consultable sur le site internet de ce département (<http://www.dane.gov.co/index.php/indices-de-precios-y-costos/indice-de-precios-al-consumidor-ipc>).

b. Dès lors que l'ajustement annuel aux variations de l'indice des prix à la consommation est expressément prévu par la convention, il doit être pris en compte sans que cela ne remette en cause les limites fixées par le TAPI. Le montant de la contribution pouvant être admis en déduction est bien de COP 53'815'200.- (COP 52'760'000.- x 2 %) comme le soutiennent les recourants. 6)

La contribuable et M. M_____ font enfin grief au TAPI d'avoir appliqué à la contribution d'entretien le cours du change au 31 décembre 2010 et non le cours annuel moyen du peso colombien pour l'année 2010. Dans leur réclamation du 18 mars 2011 puis dans leur recours au TAPI du 15 octobre 2012, les recourants avaient déjà conclu à la prise en compte du cours annuel moyen. Ce grief se limite également au calcul de la contribution d'entretien sans remettre en cause les limites fixées par la TAPI.

a. La convention prévoit un paiement mensuel de la contribution d'entretien due par M. M_____. En outre, selon les extraits bancaires versés à la procédure devant le TAPI, les retraits effectués sur le compte de la G_____ par Mme F_____ s'étendent sur plusieurs mois. Il est dès lors pertinent de retenir en l'espèce la prise en compte du cours annuel moyen 2010 et non le cours au 31 décembre 2010 (ATA/539/2008 du 28 octobre 2008). Sur son site internet, à l'adresse <http://ge.ch/impots/taux-de-change>, l'AFC-GE indique d'ailleurs que le taux de change applicable au revenu est le cours annuel moyen des devises, le taux de change applicable à la fortune étant la devise libre au 31 décembre. L'AFC-GE renvoie à une liste des cours annuels moyens des devises en Suisse en

- 7/8 - A/1190/2012 2010 qui ne contient pas la Colombie. Sur le site de l'AFC-CH, à l'adresse <http://www.estv.admin.ch/wehrpflichtersatzabgabe/dienstleistungen/00263/index.html?lang=fr>, figure le cours annuel moyen 2010 de la Colombie, étant précisé que tant

l'AFC-GE que l'AFC-CH se fondent sur la même source, à savoir la Banque nationale suisse. Pour 2010, le cours annuel moyen était de CHF 0.054825 pour COP 100.-.

b. Au cours annuel moyen 2010, COP 53'815'200.- correspondaient ainsi à CHF 29'504,18, résultat conforme à celui des recourants. C'est donc ce montant qui doit être retenu comme étant déductible des revenus de la contribuable pour la période fiscale 2010. 7)

Au vu de ce qui précède, le recours sera admis. Le jugement du TAPI du 10 décembre 2012 et la décision sur réclamation de l'AFC-GE, à laquelle la cause sera renvoyée dans le sens des considérants, seront annulés. 8)

Vu l'issue du litige, aucun émolument ne sera mis à la charge des recourants et une indemnité de procédure de CHF 1'000.- leur sera allouée, à la charge de l'Etat de Genève (art. 87 LPA). * * * * *

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.